

LesEchos

Les Echos, no. 24067

France, mercredi 18 octobre 2023 738 mots, p. 3

conjoncture

Les taux d'intérêt vont peser sur l'économie française en 2024

NATHALIE SILBERT

La hausse du coût du crédit devrait avoir un impact de 0,9 point sur la croissance de l'Hexagone l'an prochain, selon l'OFCE. Le chômage repartirait à la hausse dès la fin de cette année.

L'envolée des taux d'intérêt va se faire sentir de plus en plus durement sur l'économie française. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), qui dévoilait mardi ses prévisions, l'effet du resserrement monétaire devrait amputer la croissance du PIB hexagonal de 0,9 point en 2024, après l'avoir rognée de 0,4 point en 2023.

Le renchérissement du crédit permettra certes de juguler en partie l'inflation qui sera ramenée à 3,3 % en moyenne annuelle en 2024 - contre 5,2 % en 2023 - et à 2,3 % en glissement annuel en fin d'année prochaine. Mais « *la remontée des taux va avoir un effet similaire à celui du choc énergétique* », prévient Mathieu Plane, économiste à l'OFCE : elle devrait entraîner une perte de PIB de 1,4 point sur trois ans.

Croissance « poussive »

Dans le scénario de l'institut de conjoncture, l'économie hexagonale devrait ainsi se contenter d'une croissance « *poussive* », qui ne dépasserait pas 0,8 % l'an prochain (après 0,9 % cette année). « *Notre prévision a été réalisée avant l'offensive du Hamas en Israël*, précise Eric Heyer, le directeur du département analyse et prévision de l'OFCE. *Les conséquences possibles ne sont donc pas intégrées, mais il est probable qu'elles aient un impact négatif.* »

A ce stade la projection de l'OFCE est proche de celle de la Banque de France, qui table sur une hausse du PIB de 0,9 % en 2024. Elle est en revanche nettement plus basse que celle de Bercy qui vise 1,4 %.

L'institution table comme le gouvernement sur un redressement du pouvoir d'achat susceptible de provoquer un rebond de la consommation des ménages l'an prochain. Mesuré par unité de consommation, il progresserait de 0,7 % en 2023 « *poussé par les créations d'emplois, le soutien fiscal et les revenus du capital* », puis de 0,4 % en 2024 grâce cette fois à la dynamique des salaires. Le taux d'épargne des Français restera un enjeu majeur. A ce stade l'OFCE estime qu'il resterait proche de 18 % du revenu disponible à la fin 2024. En revanche, l'Observatoire s'attend à un recul de l'investissement des entreprises (-1,1 % en 2024) sous l'effet du renchérissement du crédit et de la hausse des coûts, salariaux notamment. Les difficultés du secteur de la construction pèseraient également. L'investissement des ménages - c'est-à-dire les achats immobiliers - continuerait d'ailleurs de reculer.

Taux de chômage à 7,9 %

La principale différence entre le scénario de Bercy et celui de l'OFCE tient à leur vision respective de l'évolution de la productivité du travail. A la différence du gouvernement, l'OFCE table sur un redressement, après la forte dégradation -estimée à 6 points - enregistrée ces trois dernières années. Cette inversion de la tendance s'expliquerait par trois facteurs principaux : la remontée des faillites liée à la fin des aides exceptionnelles, le retour de la durée du travail à son niveau de 2019 et la stabilisation du nombre d'apprentis. « *Un quart des pertes de productivité devrait ainsi être rattrapé d'ici à la fin 2024* », estime Eric Heyer.

Le rétablissement de la productivité conjugué au ralentissement de l'activité auraient pour contrepartie la remontée du taux de chômage. Celui-ci passerait de 7,4 % à la fin 2023 à 7,9 % à la fin l'an prochain « *dans un contexte de hausse marquée de la population active liée à la mise en place de la réforme des retraites* », souligne l'OFCE.

Déficit public stable

Dès la fin de cette année, l'Hexagone renouerait avec les destructions d'emplois. En 2024, l'économie française perdrait 73.000 emplois, dont plus de 50.000 emplois salariés. En fonction du niveau des défaillances et de la part effective des actifs qui seront au chômage du fait du report de l'âge légal à la retraite, le scénario pourrait être plus favorable ou plus sombre.

Malgré la fin programmée des mesures budgétaires exceptionnelles pour faire face à la crise énergétique, l'OFCE n'attend pas de réduction du déficit public. Selon l'institut, celui-ci devrait se maintenir à 4,8 % du PIB en 2024 comme en 2023. Grâce à la croissance nominale du PIB, la dette publique serait en revanche ramenée à 109,8 % du PIB cette année - contre 111,8 % en 2022 - puis remonterait à 110,8 % l'an prochain.

Nathalie Silbert